



Joinville, le 18 Juin 2008

ARCEP

7, square Max Hymans
75730 PARIS Cedex 15

Objet : Consultation publique du 22 mai de l'ARCEP sur le déploiement et la mutualisation de la fibre (FTTH).

Contribution du SNIDA : Syndicat national des installateurs en distribution audiovisuelle et réseaux de communication électronique

Messieurs,

Les adhérents du SNIDA sont depuis des décennies en relation avec les gestionnaires de patrimoine avec lesquels ils administrent en commun les différents médias tant dans les parties communes que dans le privatif.

L'accès au très haut débit s'inscrit comme une priorité pour la plupart d'entre eux. Ils souhaitent cependant aborder cette technologie comme un nouveau média, accessible à qui le souhaite, sans pour autant que la copropriété perde sa souveraineté et ne pas retomber dans les travers du « Plan câble »

Un axe fondamental pour la réussite d'un tel réseau consiste à désigner un « Opérateur d'Immeuble ».

L'ARCEP propose que l'opérateur d'immeuble soit l'entreprise qui:

- Réalise l'installation
- Finance les travaux
- Se charge de la mutualisation
- Se charge de la maintenance et de l'entretien

Nous considérons pour notre part que ce schéma enferme la copropriété dans un carcan où, sachant qu'elle ne pourra s'opposer à inscrire à son AG une offre d'opérateur commercial, celui-ci sera désigné d'office.

Dans cet esprit, nous considérons que :

- Le choix de l'installateur des travaux doit rester un choix de la copropriété,
- Que les travaux réalisés doivent faire l'objet d'une conformité délivrée par un bureau de contrôle indépendant, gage d'interopérabilité du réseau

SNIDA Syndicat national des installateurs
en distribution audiovisuelle et réseaux de communication électronique
1 Place Uranie – 94345 JOINVILLE LE PONT CEDEX

Tél : 01 43 97 31 30 – Fax : 01 43 97 32 79 – e-mail : snida@club-internet.fr

Syndicat régi par les articles L 411 et suivants du Code du travail – Créé en 1966 à Paris n° 13944 – SIRET 493 179 956 00013 – APE 911A



- Que le financement est une partie indépendante du rôle de l'opérateur d'immeuble, ceci bien que ce dernier puisse le proposer.
- Que le rôle de l'opérateur se limite à exploiter, maintenir et mutualiser l'installation que lui confie la copropriété.
- Que c'est la copropriété qui doit être propriétaire du réseau THD.

D'autre part, il est primordial qu'une séparation physique des réseaux subsiste entre la copropriété et les réseaux du domaine public et ce quel que soit le nombre de logements. S'il est certain que le point de mutualisation implanté à l'extérieur de la copropriété, présente des avantages techniques, et économiques évidents pour les opérateurs commerciaux, il interdit la mutualisation d'un opérateur qui propose un multiservice interne à la copropriété et altère les vertus de la concurrence.

Un point de séparation entre les réseaux doit exister. Il pourrait être limité à un simple coffret où les câbles de colonne seraient prolongés par brassage ou épissure jusqu'au NRO.

Veuillez agréer Messieurs, l'expression de mes salutations les meilleures.

Serge Gravis
Président

SNIDA Syndicat national des installateurs
en distribution audiovisuelle et réseaux de communication électronique
1 Place Uranie – 94345 JOINVILLE LE PONT CEDEX
Tél : 01 43 97 31 30 – Fax : 01 43 97 32 79 – e-mail : snida@club-internet.fr

Syndicat régi par les articles L 411 et suivants du Code du travail – Créé en 1966 à Paris n° 13944 – SIRET 493 179 956 00013 – APE 911A



Réponses aux questions

Question 1

La séparation des rôles entre l'opérateur d'immeuble et l'opérateur commercial nous semble tout à fait correspondre aux besoins des marchés.

En revanche, l'opérateur d'immeuble se voit investi de l'ensemble indissociable des responsabilités liées au réseau Très haut débit : L'installation, l'exploitation, la mutualisation, le financement.

Cette situation risque d'enfermer les gestionnaires de patrimoine dans un schéma unique déjà pratiqué dans le « Plan Câble » et qui a montré ses limites. Le mécontentement des usagers a incité les gestionnaires de patrimoine à se tourner vers d'autres interlocuteurs davantage à l'écoute des attentes des usagers.

1° l'installation

Un réseau FTTH, pour la partie privée, est une infrastructure physique passive qui doit répondre aux normes et règles de l'art en vigueur.

Pouvant être mutualisées, ses caractéristiques techniques doivent répondre à un schéma consensuel agréé par les opérateurs commerciaux (travaux de Q2C).

Sa certification (travaux de Q2C) garantirait l'interopérabilité, nécessaire à la mutualisation.

Les copropriétés, disposant ainsi de règles d'installation précises et souhaitant réaliser des travaux adaptés à leur patrimoine tant sur le plan quantitatif que qualitatif, doivent pouvoir avoir recours à des entreprises d'installation spécialisées et référencées (Travaux Q2C). Ainsi, la copropriété pourra privilégier un fibrage total ou partiel, tout comme inscrire simultanément à son programme de travaux d'autres réseaux (Câblage RTC – Portier – TNT réseau LAN etc...)

Il nous semblerait risqué et anticoncurrentiel que les installations soient obligatoirement et exclusivement assurées par l'opérateur d'immeuble.

Le choix de la copropriété de choisir l'installateur tout comme l'opérateur d'immeuble doit être possible.

2° Exploitation entretien

Après une certification ou réception, l'exploitation, l'entretien, la mutualisation des installations doivent être confiés à l'opérateur d'immeuble désigné par la copropriété dans le cadre d'une convention.

3° Financement

Le rôle d'opérateur d'immeuble doit servir la copropriété et coordonner la mutualisation des opérateurs.

Le contrat ou la convention qui lie la copropriété à l'opérateur d'immeuble précise les modalités économiques, techniques et de durée.

Tels que définis dans le rôle de l'opérateur d'immeuble de ce projet, le financement, l'exploitation, l'installation sont liés.

Tout comme pour l'installation, le financement ne doit pas être un critère exclusivement réservé à l'opérateur d'immeuble. Le gestionnaire d'immeuble pourrait privilégier un autofinancement, et lui permettre ainsi d'accéder à une installation et un contrat d'exploitation maîtrisés.

Question 2

SNIDA Syndicat national des installateurs

en distribution audiovisuelle et réseaux de communication électronique

1 Place Uranie – 94345 JOINVILLE LE PONT CEDEX

Tél : 01 43 97 31 30 – Fax : 01 43 97 32 79 – e-mail : snida@club-internet.fr

Syndicat régi par les articles L 411 et suivants du Code du travail – Créé en 1966 à Paris n° 13944 – SIRET 493 179 956 00013 – APE 911A



Nous considérons que la copropriété doit rester propriétaire des infrastructures de câblage suivantes :

- la fibre optique déployée dans les parties communes (caves, colonnes montantes, etc.)
- la fibre optique déployée pour le raccordement d'un logement au niveau du palier, entre la colonne montante et le logement
- la fibre optique déployée dans le logement jusqu'à la première prise optique de l'abonné
- les éventuels points de brassage installés dans les parties communes

En conformité avec notre réponse à la question N°1, l'opérateur d'immeuble n'a pas nécessairement supporté le coût des installations.

Si la copropriété a autofinancé ses installations, elle doit en être propriétaire dès l'origine.

L'opérateur d'immeuble aura à en supporter, l'exploitation, l'entretien pendant toute la durée de la convention.

Si l'opérateur finance l'installation, la convention avec la copropriété devrait définir les conditions de rachat anticipé ou non des installations.

Question N°3

La réalité du terrain nécessite de séparer les hypothèses en deux groupes :

- Les bâtiments existants
- Le neuf ou réhabilitation lourde.

Dans le neuf ou réhabilitation lourde, le pré fibrage total doit être imposé. Il s'inscrit donc dans le schéma global des travaux, et l'installation d'un boîtier de brassage en conformité avec l'UTE P90 486 (< 25 logements un emplacement) nous semble impérative.

Dans l'existant, cette disposition risque d'être difficile à mettre en œuvre. Il reste cependant nécessaire de définir les équipements de la copropriété.

Dans la mesure du possible, nous considérons qu'il faut privilégier les mêmes dispositions que pour le neuf ou réhabilitation lourde. A titre dérogatoire, il faut installer un coffret de lovage dans la copropriété qui permettra de fixer les limites de propriété des équipements entre le réseau sous le domaine public et la copropriété.

Question N°4

Cette question concerne une harmonisation inter opérateurs commerciaux.

Depuis une vingtaine d'années, le standard 19 pouces s'est généralisé. Les industriels ont développé une multitude de coffrets adaptés à de multiples cas :

Standard – Étanche – Sécurisé – Modulaire en baie, coffret etc..

De plus, le standard 19 pouces est adapté à l'implantation éventuelle de matériel actif tels que PC – Commutateurs – Hubs

Le dimensionnement du boîtier est proportionnel au nombre de logement. Dans le cas d'un taux de raccordement total des logements, il y aurait autant de connecteurs de ressource que de connecteurs de distribution.

Nous considérons que le boîtier doit être dimensionné pour recevoir :

1,5 fois le nombre de bandeaux 19 pouces nécessaires à la distribution pour les ressources opérateur avec un minimum de 4.

Exemple :

SNIDA Syndicat national des installateurs
en distribution audiovisuelle et réseaux de communication électronique
1 Place Uranie – 94345 JOINVILLE LE PONT CEDEX
Tél : 01 43 97 31 30 – Fax : 01 43 97 32 79 – e-mail : snida@club-internet.fr



Un bâtiment qui dessert 40 logements est équipé de 2 bandeaux 1u de 24 connecteurs duplex chacun pour la distribution.

Les emplacements réservés aux ressources seront donc de 2 bandeaux x 1.5 = 3u.

Le minimum pour les ressources étant de 4, le coffret aura la dimension suivante :

- 2u pour la distribution
- 4 u pour les ressources
- Total au minimum 6u

Ce dimensionnement est minimal, Il serait bon, dans la mesure du possible de doubler cette cote pour permettre l'implantation éventuelle de passe cordon, de matériel actif, de module prise de courant etc.

Question N°5

Les travaux d'adduction d'opérateurs commerciaux doivent être réalisés sous le contrôle de l'opérateur d'immeuble qui a en charge l'exploitation, l'entretien et la mutualisation du réseau. A ce titre, il représente techniquement les copropriétaires et c'est à lui de s'assurer que les interventions des différents opérateurs restent conformes aux attentes de la copropriété ainsi qu'aux obligations normatives. Il est donc en position de Maître d'ouvrage délégué.

Après avoir reçu une demande de l'opérateur commercial, l'opérateur d'immeuble organise un RV technique sur place. Il précisera les modalités de pose, les passages et l'emplacement réservé au raccordement du câble d'adduction jusqu'au coffret de brassage.

Un suivi des travaux sera à prévoir par l'opérateur d'immeuble ainsi qu'une réception des ouvrages.

La rémunération de cette prestation reste à définir dans la convention entre l'opérateur d'immeuble et la copropriété.

Question N°6

Les gestionnaires de copropriété ont désigné un opérateur d'immeuble.

Par cette désignation, l'opérateur d'immeuble prend en charge les attentes de la copropriété, dans l'exploitation et l'entretien du réseau THD et particulièrement en termes de méthodologie d'installation au fil de l'eau des abonnés.

Il nous semblerait plus simple qu'un prix de raccordement soit préalablement défini dans la convention qui désigne l'opérateur d'immeuble et que cette prestation soit réalisée par lui-même ou son sous-traitant.

La charge de cette prestation reviendrait soit à l'abonné, soit à l'opérateur commercial auquel viendrait s'ajouter les frais liés au brassage.

Question N°7

La transparence inter opérateurs commerciaux proposée nous semble tout à fait adaptée. Pour compléter ce qui a été proposé précédemment, il nous semblerait judicieux que les conditions économiques de raccordement et de brassage conclues entre l'opérateur d'immeuble et la copropriété, soient communiquées à l'opérateur commercial à mutualiser.

Question N°8

Il serait bon que les éléments techniques et financiers nécessaires à la mutualisation ainsi qu'à la construction de lignes d'abonnés figurant dans les conventions signées entre copropriété et OI, soient centralisés à l'ARCEP dans un délai de 15 jours après signature. Que ceux-ci soient accessibles aux opérateurs commerciaux référencés.

SNIDA Syndicat national des installateurs

en distribution audiovisuelle et réseaux de communication électronique

1 Place Uranie – 94345 JOINVILLE LE PONT CEDEX

Tél : 01 43 97 31 30 – Fax : 01 43 97 32 79 – e-mail : snida@club-internet.fr

Syndicat régi par les articles L 411 et suivants du Code du travail – Créé en 1966 à Paris n° 13944 – SIRET 493 179 956 00013 – APE 911A



Question N°9

La rédaction d'un contrat type doit permettre de renforcer la confiance entre OI et la copropriété.

Les décisions prises par la copropriété, même aux 2/3 des votes ne peuvent s'opposer à un utilisateur qui souhaiterait recevoir des services audiovisuels par le média de son choix. C'est le fondement même du « Droit à l'antenne »

Nous pensons que le contrat type est une bonne chose, dans la mesure où il ne porte préjudice à la liberté de choix d'un usager.

Ainsi, la transformation d'installation existante ou non de l'antenne collective raccordée ou non à un réseau câblé et le câblage RTC correspondant au service universel ne peuvent être envisagés.

En revanche, que le contrat type définisse les règles entre OI et la copropriété nous semble nécessaire, particulièrement pour préciser les points suivants :

- Exigences du mode de pose des installations dans la copropriété.
- Gestion du poste câblage des abonnés
- Gestion de la mutualisation
- Règles de financement des installations
- Règles de transfert de propriété des installations.
- Relation avec les autres réseaux de communication (TV-RTC-GTC...)
- Règles en matière d'accès aux locaux

SNIDA Syndicat national des installateurs
en distribution audiovisuelle et réseaux de communication électronique
1 Place Uranie – 94345 JOINVILLE LE PONT CEDEX

Tél : 01 43 97 31 30 – Fax : 01 43 97 32 79 – e-mail : snida@club-internet.fr

Syndicat régi par les articles L 411 et suivants du Code du travail – Créé en 1966 à Paris n° 13944 – SIRET 493 179 956 00013 – APE 911A